

LO

Arlette Laguiller

candidate de Lutte Ouvrière

Travailleuses, travailleurs,

Les plus graves problèmes du moment pour les classes populaires sont, essentiellement, l'ampleur du chômage, la baisse du niveau de vie et la difficulté croissante de disposer d'un logement convenable. Il y a d'autres problèmes, bien sûr, comme l'accès aux soins, l'éducation des jeunes ou l'environnement. Mais ces problèmes, tout en étant importants, dépendent en grande partie des premiers.

Le chômage touche, même d'après les chiffres officiels sous-évalués, deux millions et demi de personnes. Mais au moins aussi nombreux sont ceux qui n'occupent que des emplois précaires à temps partiel imposé et qui, de ce fait, n'ont pour vivre que des revenus inférieurs au smic. Cela en fait des travailleurs pauvres, voire très pauvres, contraints, pour certains d'entre eux, de vivre dans la rue.

Le logement est une autre catastrophe sociale depuis des dizaines d'années, mais qui n'a jamais été aussi grave. Selon la Fondation Abbé Pierre, un million deux cent mille ménages sont sur les listes d'attente des HLM, qu'on ne construit pas en nombre suffisant. Et deux autres millions, sinon plus, sont logés dans des logements de fortune, chez des parents, dans des campings, voire dans des taudis.

La diminution du pouvoir d'achat devient tout aussi dramatique. Le niveau de vie des travailleurs et de toutes les classes populaires n'a cessé de se détériorer depuis trente ans, aussi bien du fait du blocage des salaires qu'en raison de l'augmentation du coût de la vie. La baisse des remboursements de Sécurité sociale, les forfaits non remboursables qui se multiplient, deviennent insupportables pour les budgets les plus modestes.

Les salaires, même de ceux qui ne sont pas tombés dans la précarité, sont notoirement insuffisants, même pour assurer un pouvoir d'achat équivalent à celui d'il y a trente ans. Les pensions de retraite aussi.

Dans tous ces domaines vitaux, la situation du monde du travail s'aggrave continuellement.

Cela ne doit pas continuer ainsi !

Comment ne pas comparer cette évolution catastrophique de la situation des classes populaires avec les bénéfices des grandes entreprises et les revenus du capital ?

Les profits des entreprises sont en croissance constante depuis des années. Si, encore, ces profits s'investissaient dans la création de forces productives nouvelles, de moyens de production supplémentaires qui non seulement créeraient des emplois mais aussi des biens de consommation à un niveau qui fasse baisser leurs prix, ils pourraient servir à quelque chose d'utile ! Mais ce n'est pas le cas. Depuis des années, les profits ne servent qu'à de faux investissements qui consistent à racheter tout ou partie d'entreprises qui existent déjà, phénomène de concentration qui non seulement ne crée pas d'emplois nouveaux, mais le plus souvent en supprime.

Alors, ces profits qui s'accroissent et ne servent qu'à se racheter ou à se revendre mutuellement conduisent à une spéculation boursière catastrophique pour l'économie et qui entraîne un ensemble de spéculations sur l'immobilier, par exemple.

On ne peut donc résoudre aucun des graves problèmes des classes populaires sans imposer une autre répartition des profits, qui profite cette fois à la collectivité.

Pour mettre fin au chômage

Il faut commencer par interdire tout licenciement collectif aux grandes entreprises sous peine de réquisition, c'est-à-dire d'expropriation sans rachat ni indemnité. Une fraction au moins des profits présents et accumulés dans le passé devrait servir à financer le maintien des emplois existants, voire à procéder à des embauches supplémentaires. Plutôt qu'user les uns au travail par des heures supplémentaires ou par l'augmentation du rythme de travail, pendant que d'autres sont laissés dans l'inactivité forcée, il faut répartir le travail entre tous avec maintien des salaires.

L'État, de son côté, peut et doit créer des emplois dans les services publics qui se dégradent tous, faute d'effectifs en nombre suffisant. Il faut embaucher le personnel nécessaire dans les hôpitaux publics, dans les maisons de retraite, à l'Éducation nationale, dans les transports publics.

Pour financer cet effort indispensable, il faut, en premier lieu, réorienter les dépenses budgétaires. Faut-il financer la Défense nationale, si mal nommée puisqu'elle ne sert en rien à la défense du pays, mais seulement à des guerres extérieures, en Afrique ou en Afghanistan ? Ou augmenter les crédits de l'Éducation nationale ? Qu'est-ce qui est le plus utile à la société : financer la force de frappe nucléaire ou maintenir les hôpitaux et maternités de proximité ?

Tout en réorientant le budget de l'État vers des dépenses utiles à toute la population, il faut en augmenter les recettes. Il est scandaleux que la plus grande part des recettes de l'État (53,1 %) provienne de la TVA et autres impôts indirects, qui ne sont pas progressifs et qui frappent surtout les classes

populaires et, de fait, les plus pauvres. La part de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ou sur les hauts revenus est, en revanche, de plus en plus modeste.

Il faut augmenter les impôts sur les bénéfices des grandes entreprises et sur les revenus des plus riches. L'impôt sur le revenu doit être fortement progressif et sans plafonnement ou « bouclier fiscal ». La TVA devrait être, en revanche, fortement diminuée, voire supprimée, sur les produits de consommation courante.

Pour résoudre le problème du logement populaire

Il faut créer un grand service public du logement qui se charge de construire d'urgence sous sa direction le nombre de logements nécessaire soit, au moins, deux millions en deux ans et sans passer par les bétonneurs privés. Pour cela, il faut que l'État n'hésite pas à réquisitionner les terrains nécessaires.

Pour financer tout cela, il faut utiliser les 65 milliards d'euros et plus que l'État consent chaque année en « aides publiques aux entreprises ». Ces milliards, purement et simplement ajoutés par les entreprises à leurs bénéfices sans aucune contrepartie pour la société, permettraient de financer la construction de logements sociaux en satisfaisant toutes les demandes.

Pour stopper la dégradation du pouvoir d'achat

Il faut augmenter tous les salaires d'au moins 300 euros mensuels et imposer un smic à 1500 euros net immédiatement. Le patronat peut tout à fait le supporter. Aucun salaire, aucune pension de retraite, aucune allocation, notamment d'handicapé, ne devrait être inférieur à cette somme.

Tous les contrats précaires doivent être transformés en contrats à durée indéterminée.

L'augmentation des salaires doit être financée en prenant sur les revenus du capital. Il n'y a pas de raisons pour que les dividendes aient augmenté en 2006 de 25 % en moyenne et que les salaires soient bloqués !

Il faut, enfin, que toutes les mesures prises par Balladur et Fillon contre les retraités soient annulées. Évoquer la croissance du nombre de retraités par rapport à la population active, pour justifier la diminution des pensions et le report de l'âge de la retraite, est une escroquerie. La productivité ayant considérablement augmenté depuis un demi-siècle, augmenter la pension des retraités est possible à condition que les fruits du progrès ne soient pas empochés par les seuls possesseurs de capitaux.

Ne pas compter sur le changement de personnel à l'Élysée !

Ni Nicolas Sarkozy, ni Ségolène Royal, ni François Bayrou ne proposent une politique susceptible de répondre aux besoins des masses populaires sur ces trois problèmes vitaux que sont le chômage, le coût de la vie et le logement.

Nicolas Sarkozy est l'homme du grand patronat et les classes populaires n'ont rien de bon à attendre de lui. Sa seule préoccupation est d'assurer aux possédants les meilleures conditions pour valoriser leurs capitaux et accroître leurs revenus.

Mais augmenter le superflu des classes possédantes implique de prendre sur le nécessaire, voire l'indispensable, aux classes populaires !

Quant à Ségolène Royal, certaines de ses propositions peuvent apparaître (si elles ne restent pas à l'état de promesses) comme des améliorations à un certain nombre de problèmes. Mais elle ne propose rien qui puisse éliminer le chômage, assurer la hausse générale du niveau de vie et résoudre le problème du logement pour ceux dont les revenus sont faibles.

Nicolas Sarkozy est le porte-voix des gros possédants. Ségolène Royal ne veut pas les affronter. Ni l'un, ni l'autre, ni leur concurrent Bayrou ne peuvent apporter de solutions valables aux problèmes cruciaux de l'heure.

Ces candidats ont pour principe de respecter la propriété des grandes entreprises et des banques. Ils ont tous pour principe de proposer des mesures qui restent dans le cadre du budget tel qu'il est. Mais, en restant dans ce cadre, les mesures proposées tournent en rond et ne peuvent apporter aucun espoir de changement pour les classes populaires.

C'est pourquoi il est indispensable de sortir de ce cadre, de ne pas hésiter à mettre en cause le pouvoir dictatorial des possesseurs de capitaux sur les entreprises et de réorienter le budget de sorte qu'il soit axé vers les besoins de la majorité de la population !

L'économie de marché, la concurrence et la guerre entre groupes industriels et financiers pour le profit conduisent la société à la catastrophe. Elles montrent qu'elles sont incapables d'assurer une vie correcte à

la majorité des classes populaires et qu'elles ne peuvent assurer les profits élevés exigés par la finance aujourd'hui qu'en écrasant toujours plus les conditions d'existence du monde du travail. Elles soumettent la vie réelle, les conditions d'existence de la population, à la fluctuation de la finance et des cours de la Bourse.

La seule alternative pour la société est d'imposer que les grandes entreprises, les grandes banques, les holdings financières soient soumises au contrôle de la population.

Il faut rendre publique au jour le jour la comptabilité des grandes entreprises. Il faut que les travailleurs d'une entreprise, que ses consommateurs et ses usagers, puissent avoir accès à ses projets à court et à long terme. Il faut qu'ils puissent connaître le montant de ses recettes et aussi la façon dont elle projette d'en user.

Il faut aussi rendre accessibles à tout un chacun les revenus, les avoirs et les biens des propriétaires et des grands actionnaires des entreprises industrielles et bancaires. Car c'est ce contrôle qui permettra de vérifier qu'il est tout à fait possible de satisfaire les revendications essentielles de la population, de maintenir les emplois, d'augmenter les salaires et d'assurer à tous un logement correct et à tous les enfants des classes populaires une éducation convenable.

Voilà le programme sur lequel je me présente dans cette élection présidentielle. Bien sûr, ce programme ne pourra pas se réaliser seulement par les bulletins de vote.

Les bulletins de vote peuvent décider qui sera le nouveau président du pays. Mais quel qu'il soit, le véritable pouvoir, le pouvoir économique, restera entre les mains des mêmes conseils d'administration représentant les gros actionnaires. Ce pouvoir-là ne reculera que devant de très puissantes luttes sociales réunissant dans l'action collective des millions d'exploités, ceux qui ont le droit de vote comme ceux qui, travailleurs immigrés, en sont injustement privés.

Soutenez ces objectifs par vos voix !

Voter pour ma candidature, c'est affirmer votre accord avec ce programme et lui donner assez de crédit pour que les futures luttes sociales en reprennent les objectifs.

Le vote pour ma candidature sera un vote de protestation venant clairement des classes laborieuses. Seul ce vote permettra aux électeurs de dire qu'ils en ont assez que la politique menée soit toujours favorable au grand patronat, aux banquiers, aux plus riches, alors que rien de concret n'est fait pour répondre aux problèmes vitaux des classes laborieuses.

Seul le vote pour ma candidature permettra d'affirmer que vous êtes d'accord avec le programme que je défends et que vous exigez des mesures d'urgence mettant fin au chômage, augmentant immédiatement le pouvoir d'achat des travailleurs et assurant à tous un logement convenable.

Les candidats qui ont la prétention d'être au deuxième tour de cette élection en appellent au vote utile dès le premier tour. Mais à quoi servirait le premier tour si les électeurs n'en profitaient pas pour exprimer ce qu'ils veulent, tandis qu'au deuxième tour, ils ne pourront que voter pour le moins mauvais, ou le moins pire, des deux candidats ?

Il ne faut pas laisser passer cette occasion d'affirmer les exigences des exploités et de la population.

Les partis politiques des candidats qui s'affronteront selon toute vraisemblance au deuxième tour se sont succédé au pouvoir depuis vingt-cinq ans sans jamais arrêter la détérioration des conditions d'existence des classes populaires, mais, au contraire, en l'accélérant.

Voter pour ma candidature, c'est voter contre les candidats de la droite et de l'extrême droite, et c'est aussi dire à la gauche que vous n'accepterez pas qu'elle mène une politique de droite.

Le vote utile au premier tour sera d'affirmer que, quelle que soit la personne qui occupera la présidence, elle devra, les élections passées, faire face aux exigences sociales du monde du travail.

Le 22 avril 2007,

votez Arlette Laguiller !

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18 www.arlette-laguiller.org

IMS - 93500 PANTIN